

Laïcité « La tolérance des jeunes Français est bien supérieure à celle de leurs aînés »

ENTRETIEN

A lors que les débats sur les signes religieux cristallisent l'attention médiatique en France, le rapport des jeunes à la laïcité est régulièrement questionné, en particulier depuis l'assassinat du professeur Samuel Paty, en 2020. Des études conduites ces dernières années ont montré que les jeunes générations développent une conception plus inclusive de la laïcité que leurs aînés. Dans ce contexte, deux laboratoires de recherche français ont réalisé, avec l'institut Kantar, une enquête auprès des 18-30 ans en France afin d'éprouver l'hypothèse, encore inexplorée, selon laquelle la mondialisation, à laquelle les différentes classes d'âge ne sont pas exposées de la même façon, joue un rôle déterminant dans cette fracture générationnelle.

Spécialistes des questions laïco-religieuses, les professeurs Philippe Portier (auteur, notamment, de *L'Etat et les religions en France. Une sociologie historique de la laïcité*, PUR, 2016) et Charles Mercier (qui a publié en 2020 *L'Eglise, les jeunes et la mondialisation. Une histoire des JMJ*, Bayard) ont dirigé cette étude. En avant-première, ils en livrent au *Monde* les résultats, qui éclairent sous un jour nouveau le rapport des jeunes Français à la laïcité dans un monde globalisé.

Quels sont les enseignements les plus marquants du sondage que vous venez de réaliser ?

Philippe Portier : Notre travail corrobore un certain nombre d'éléments qui apparaissent dans des enquêtes antérieures, tout en étendant leurs enseignements. D'abord, les jeunes se montrent très ouverts à la reconnaissance de la différence, en particulier sur la question des signes ostensibles d'appartenance religieuse. De ce point de vue, la tolérance des jeunes générations est bien supérieure à celle de leurs aînés.

La distance par rapport aux générations antérieures concerne ensuite le rapport au religieux. Les jeunes sont très nombreux à se dire sans religion (52 %) ; ils marquent ainsi leur éloignement vis-à-vis du religieux institutionnel. Au point d'ailleurs qu'une majorité voit de manière favorable le recul du religieux dans la société française. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils manifestent la même distance à l'égard du spirituel : c'est plutôt le religieux dans son institutionnalité et sa normativité qui les inquiète.

Enfin, les jeunes se singularisent par la définition qu'ils donnent de la laïcité. On entend souvent dire que le but de la laïcité française consiste à « faire reculer l'influence du religieux dans la société ». Or ce n'est pas du tout cette vision qui prédomine dans notre enquête : les jeunes interrogés mettent en avant une interprétation libérale

des historiens Charles Mercier et Philippe Portier ont dirigé une enquête sur le rapport des 18-30 ans à la laïcité. Il en ressort que la jeunesse, influencée par la mondialisation, est à la fois plus ouverte à l'expression des identités religieuses, et soucieuse d'ordre et de sécurité

de la laïcité, la notion évoquant majoritairement pour eux des sentiments positifs (67 %). Elle apparaît à leurs yeux comme un moyen d'assurer la liberté de conscience et de « mettre sur un pied d'égalité toutes les religions ». Autonomie du sujet, distanciation vis-à-vis du religieux traditionnel institutionnel et définition d'une laïcité d'ouverture : ce sont les points saillants qui marquent une différence nette avec les générations plus âgées.

Votre étude confirme en effet l'idée, tout en la nuancant, d'une rupture générationnelle entre les jeunes Français et leurs aînés sur la question de la laïcité. Qu'en est-il exactement ?

P. P. Pendant longtemps a dominé l'idée que les jeunes formaient une planète spécifique, la « planète jeune », selon l'expression du sociologue Jean Duvignaud. Dans les années 1960-1980, les jeunes semblaient constituer un isolat au sein d'une société qui ne reconnaissait guère leur identité spécifique et dont eux-mêmes récusaient volontiers la culture dominante. Une deuxième thèse s'est ensuite développée, à la faveur des vagues successives [tous les neuf ans depuis 1981] de l'« enquête européenne sur les valeurs » (European Values Study), montrant que les jeunes, au fond, reproduisent assez largement les modèles de leurs parents.

De notre côté, il nous est apparu plutôt que la jeunesse est, d'une certaine manière, dans une situation intermédiaire. D'un côté, des différences très fortes apparaissent avec la génération antérieure pour tout ce qui a trait au religieux et à la laïcité. Mais, de l'autre, s'observent aussi des points de rapprochement. Et c'est l'assemblage des rapprochements et des dissemblances qui permet de définir un espace de parole et d'action dans lequel les jeunes affirment leur propre agentivité [c'est-à-dire leur capacité d'agir sur le monde en fonction de leurs propres expériences]. Il convient de relever cependant que le vocable « jeunesse » est trop englobant : notre sondage met en évidence le fait qu'il y a plusieurs jeunesse segmentées par leurs appartenances sociale, religieuse, politique.

Cette vision plus ouverte de la laïcité que les jeunes ont développée ne peut-elle pas être imputée à une forme

« PARMIS LES JEUNES INTERROGÉS, 67% VOIENT LA LAÏCITÉ COMME UN MOYEN DE "METTRE SUR UN PIED D'ÉGALITÉ TOUTES LES RELIGIONS" »

PHILIPPE PORTIER
historien

d'idéalisme, susceptible de s'infléchir avec le temps ?

Charles Mercier : On peut penser qu'il s'agit d'un effet de génération et non d'un effet d'âge, et qu'il est lié à l'augmentation des contacts avec la diversité provoquée par la mondialisation.

P. P. Les données de notre sondage montrent en effet que plus les jeunes sont mondialisés, plus ils sont ouverts à la tolérance envers l'autre dans l'expression de ses convictions religieuses. Par conséquent, si la mondialisation se poursuit, il n'y a pas de raison de penser qu'ils puissent revenir sur leur positionnement actuel. Mais on peut aussi imaginer un autre scénario, dans lequel le contact avec des civilisations de l'intégrisme les conduirait à se replier dans un nationalisme d'exclusion.

La mondialisation est souvent perçue de manière assez négative, synonyme d'une perte de repères et d'une dilution des liens sociaux. Votre enquête appuierait-elle au contraire l'idée d'une « mondialisation heureuse » vectrice de tolérance ?

C. M. Les jeunes ont globalement un rapport plus positif à la mondialisation que leurs aînés : ils sont 63 % à se sentir à l'aise dans un monde aux frontières ouvertes. Dans le sondage, les effets de la mondialisation sont assez paradoxaux : les jeunes les plus globalisés sont les plus sensibles au respect des singularités religieuses (et les plus libéraux en termes de signes ostensibles). Mais ce sont aussi ceux qui semblent percevoir le plus vivement les menaces potentielles liées aux religions, peut-être du fait de leur connaissance de contextes étrangers où elles sont en situation de pouvoir normatif, ce qui les conduit à défendre une laïcité de séparation et de fermeté. Les données valident à la fois la théorie du contact – l'expérience de l'altérité engendre plus de tolérance –, et celle de la menace – l'altérité suscite de l'anxiété.

P. P. Il y a manifestement chez nos jeunes une grande ouverture aux choix individuels, à la condition qu'un certain nombre de principes, voire de valeurs, ne soient pas remis en cause par l'affirmation de différences religieuses. Une réhabilitation des idées d'ordre et d'autorité est perceptible dans le sondage, de même qu'un attachement au fait national. L'affirmation de ces deux élé-

ments – nation, autorité –, associée à la reconnaissance du droit à la différence, ouvre une question. Cette jeunesse opère-t-elle un bricolage axiologique [en matière de valeurs morales] en essayant de concilier les opposés de manière un peu incertaine, ou fabrique-t-elle au contraire une cohérence qui articule de manière inédite la liberté et l'autorité, la différence et l'universel ?

Les jeunes Français ont-ils une approche de ces sujets similaire à celle de leurs jeunes voisins européens ?

P. P. Nous disposons d'études à l'échelle européenne. Et il n'y a pas, nous semble-t-il, de différences fondamentales avec les autres jeunesse européennes, chez qui on rencontre tout à la fois un attachement à la tolérance, mais aussi une aspiration à l'autorité, l'ordre, la sécurité. De sorte que la jeunesse française s'inscrit pleinement dans un espace européen marqué par des dynamiques communes.

Le fait que les jeunes soient plus souples quant aux signes religieux ostensibles ne les rapproche-t-il pas de la laïcité à l'anglo-saxonne, avec une forte visibilité des minorités ?

C. M. La manière française de réguler les signes religieux dans l'espace public étant une exception à l'échelle des démocraties occidentales, le fait de voyager et de découvrir d'autres modes de gestion de ces signes peut éloigner les jeunes Français de notre modèle laïque. Les politiques multiculturelles fondées sur la reconnaissance des identités peuvent leur apparaître plus pertinentes en termes de vivre-ensemble. Pour autant, il faut noter qu'une majorité relative de notre échantillon souhaite une société rassemblée autour de valeurs communes. L'intégration dans la mondialisation renforce ces aspirations. Par une sorte d'effet boomerang, les moins de 35 ans très mondialisés accordent davantage de valeur aux principes qu'ils voient comme constitutifs de leur société, et ce quelles que soient leurs affiliations religieuses, idéologiques et politiques. Tous convergent vers une laïcité tolérante d'un point de vue pratique, mais vigilante du point de vue des potentielles atteintes aux libertés que peuvent provoquer les religions en situation de domination. De ce point de vue, si la mondialisation crée l'écart entre les plus jeunes et les plus âgées, elle les rapproche aussi.

P. P. Pendant longtemps a prédominé, en France, une laïcité d'assimilation [les minorités sont invitées à se fondre avec le modèle dominant]. Aujourd'hui, les jeunes semblent davantage soutenir une laïcité d'interculturalité – et non multiculturalisme – avec une acceptation des différences dès lors que, dans leurs manifestations, elles respectent l'ordre public et s'inscrivent dans le cadre des principes constitutionnels démocratiques. Les jeunes sont ainsi marqués par une articulation entre la foi et la loi qu'Aristide Briand, rapporteur de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, n'aurait pas reculée : la liberté de la foi tant que cette dernière respecte la loi.

Si 68 % des jeunes interrogés estiment que la laïcité devrait évoluer, il n'y a pas de consensus sur le sens de cette évolution – tolérance ou fermeté. Cela ne signale-t-il pas une polarisation de la jeunesse, avec deux camps qui s'opposent, l'un vers l'ouverture, l'autre vers la fermeté ?

C. M. Des variantes sont en effet observables en fonction de l'orientation religieuse, de l'affiliation politique et de l'exposition à la mondialisation. Sur le plan religieux, les jeunes qui appartiennent à des minorités – principalement les musulmans, mais aussi les pentecôtistes – souhaitent beaucoup plus fortement que les majoritaires (les « sans religion » et les catholiques) une évolution de la laïcité vers une forte coopération entre les pouvoirs publics et les cultes, et vers une plus grande tolérance vis-à-vis

Une notion perçue par la majorité comme positive mais à faire évoluer

LA LAÏCITÉ EST UNE NOTION que les jeunes Français ont l'impression de comprendre (89 %) et qu'ils perçoivent positivement (67 %) mais qui s'avère paradoxalement interprétée. La question du port ostensible des signes religieux ne fait pas consensus : un peu moins de la moitié des sondés y est favorable, un quart s'y oppose, et le reste peine à se positionner. Les croyants, en particulier les musulmans, sont plus nombreux à y être ouverts ; de même pour les individus dont les parents sont étrangers et fortement intégrés dans la mondialisation. Les jeunes d'extrême gauche, de droite et d'extrême droite se montrent eux aussi plus favorables au port de signes religieux.

Tels sont quelques-uns des principaux enseignements de l'étude sur « le rapport des jeunes Français à la laïcité dans un monde globalisé », administrée par l'institut Kantar et conduite à l'initiative de l'Institut universitaire de France, du Laboratoire cultures, éducation, sociétés (Laces, université de Bordeaux) et du Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL, CNRS et

Ecole pratique des hautes études). Elle s'est organisée autour de deux moments essentiels : une enquête par sondages réalisés auprès de 1 000 répondants âgés de 18 à 30 ans, et une enquête qualitative faite d'entretiens avec une quarantaine de jeunes.

Entre tolérance et fermeté

Un indicateur ayant pour but de mesurer le niveau d'intégration dans le processus de mondialisation a été construit sur la base de critères tels que l'environnement culturel des répondants, leur expérience de séjours à l'étranger, leur niveau en anglais et leurs interactions avec des personnes d'origine étrangère.

Parmi les autres éléments importants qui ressortent de l'étude, 68 % pensent que la laïcité devrait évoluer en France. C'est encore plus le cas pour les croyants, tout particulièrement les musulmans (85 %), ainsi que pour les jeunes qui se sentent à l'aise dans un monde aux frontières ouvertes (77 %). Mais sur la façon dont devrait évoluer la laïcité, aucun consensus n'émerge : 35 % de ceux qui pensent que la laïcité devrait évoluer souhaitent plus de tolérance envers l'expression des identités religieuses, et 42 % plus de fermeté.

Une dichotomie est par ailleurs observée sur l'évolution de la place de la religion en France : 52 % des jeunes déclarent n'appartenir à aucune religion, 18 % être catholiques et 12 % musulmans. Pour la majorité d'entre eux, la religion occupe dans leur vie personnelle une place peu importante, voire nulle. Pour un tiers en revanche, elle a une place importante, en particulier pour les catholiques (53 %) et les musulmans (85 %). Quant à la place de la religion dans la société, une majorité relative des jeunes sondés semble plutôt favorable à ce qu'elle reste mesurée. ■

VIRGINIE LAROUSSE

Rapport d'étude quantitative pour le Laces (université de Bordeaux) et le GSRL (EPHE-PSL/CNRS), avec le soutien de l'Institut universitaire de France, à consulter sur Kantarpublic.com/fr



LAURENT CORVAISIER

de l'expression des identités religieuses. Peut-être perçoivent-ils la laïcité, telle qu'elle est actuellement pratiquée, comme un moyen implicite de défense d'une hégémonie culturelle? Le positionnement politique a des effets complexes, et cela a d'ailleurs été une des surprises du sondage: les jeunes qui s'identifient politiquement très à droite veulent plus de fermeté et de séparation, mais ne se montrent pas hostiles au fait religieux en contexte public, cette tolérance s'accroissant d'autant plus qu'ils sont mondialisés.

P. P. Il faut également faire une distinction entre, d'un côté, les jeunes séculiers et les jeunes religieux, toutes tendances confondues. Si protestants, musulmans et catholiques n'adhèrent pas de manière équivalente à l'idée de séparation, ils se rejoignent néanmoins pour défendre une laïcité de « reconnaissance », ouverte à l'expression individuelle des convictions religieuses. Cette demande est d'autant plus prégnante que le religieux a une importance significative dans la conduite de leur propre existence. En ce qui concerne la polarisation politique, on est à front renversé par rapport à l'époque de la III^e République: la gauche était alors très favorable à la séparation des Eglises et de l'Etat, quand, de nos jours, elle est favorable à une coopération entre les institutions publiques et les cultes. A l'inverse, la droite, portée par ce qu'on appelle, depuis le rapport Baroin de 2003, la « nouvelle laïcité », adhère, elle, à l'idée de séparation.

Qu'en est-il de la place qu'occupe la religion dans la vie des jeunes générations?

C. M. Notre étude confirme que, pour une majorité de jeunes Français, la religion a une place peu significative. Mais pour un tiers d'entre eux, elle joue un rôle important. Un processus de polarisation est donc à l'œuvre entre, d'un côté, une minorité re-

ligieuse en rétraction mais dont l'engagement religieux s'intensifie, et, de l'autre, une majorité qui distend ses liens avec la religion, avec néanmoins des niveaux de croyance métaphysique plus élevés que dans le reste de la population.

Ce sondage confirme-t-il une forte pratique religieuse des jeunes musulmans?

P. P. Trois éléments nous semblent caractériser la jeunesse musulmane aujourd'hui: d'abord, un souci de reconnaissance du religieux, sachant que – et c'est le deuxième point – le religieux est plus important à leurs yeux que pour les catholiques (85 % contre 53 %) et plus encore que pour la moyenne des jeunes (30 %). Le troisième trait distinctif des jeunes musulmans, c'est leur adhésion à un ordre constitutionnel libéral marqué par une coopération de l'Etat et des communautés confessionnelles qui ne remettrait pas en cause les principes de liberté et d'égalité. Le concept de liberté est au cœur de leur définition de la laïcité. Cette jeunesse est, en outre, très attachée aux idées de citoyenneté et de solidarité. Le modèle interculturel dont nous avons parlé précédemment, articulant différence et unité, structure aussi l'univers des jeunes de confession musulmane.

C. M. Pour autant, ces derniers sont 87 % à considérer que la laïcité est instrumentalisée par des personnalités politiques et des journalistes qui veulent en fait dénigrer les musulmans, contre 60 % pour l'ensemble de l'échantillon: Ce chiffre est à mettre en regard avec leur niveau d'identification comme citoyens français, inférieur à la moyenne des 18-30 ans (57 % contre 68 %). En revanche, on note que, par rapport à l'ensemble de l'échantillon, les jeunes musulmans se sentent davantage citoyens du monde (52 % contre 44 %), se déclarent plus à l'aise dans la mondialisation (84 % contre

«UNE MAJORITÉ DES JEUNES SONDÉS CONSIDÈRE QUE L'IDENTITÉ DE LA FRANCE SE RÉINVENTE SANS CESSER»

CHARLES MERCIER
historien

63 %) et sont plus nombreux à vouloir améliorer les conditions de vie de personnes qui vivent à l'autre bout du monde (65 % contre 42 %). Ce cosmopolitisme prononcé constitue une singularité.

Vous questionnez aussi les valeurs des jeunes. A leurs yeux, qu'est-ce que réussir sa vie?

C. M. Nous nous attendions, sur cette question, à ce que les jeunes mettent en avant la réalisation de leurs intérêts et de leurs désirs. Or, pour un nombre significatif d'entre eux, réussir sa vie, c'est plutôt s'engager pour un collectif. Une forme de dépassement du néolibéralisme semble émerger – même si, là encore, la jeunesse est segmentée. Nous avons également été frappés par le fait qu'ils témoignent d'une appétence pour des principes structurants quelque peu ambivalents: ainsi, il est légitime à leurs yeux qu'une partie des normes soit définie par une morale et des traditions qui s'imposent à tous, ce qui peut sembler contradictoire avec l'aspiration à l'autonomie qu'ils mettent en avant. L'impression qui en ressort est celle d'une jeunesse qui vit dans un monde en transition et se situe à un carrefour, rassemblant ensemble des valeurs jusqu'alors disjointes, dont le poids respectif n'est pas encore stabilisé.

Que nous dit le sondage de la conscience politique des jeunes, à l'heure où on constate un faible taux de participation électorale de ces générations?

C. M. Il existe surtout un désintérêt pour la politique dans son versant institutionnel, c'est-à-dire la participation aux élections, la vie partisane. La sous-représentation des 18-30 ans dans les urnes explique le creusement de l'écart entre les préoccupations portées dans le champ politique et celles des jeunes. Pour autant, on relève

chez eux un intérêt citoyen très fort, et une certaine spécificité générationnelle qui se traduit par des options plus radicales que celles des autres adultes, ainsi que par un désalignement électoral (depuis l'élection présidentielle de 2007, les jeunes plaçaient systématiquement en tête le même candidat que l'ensemble de la population, ce qui n'a pas été le cas en 2022 [leur choix au premier tour s'était porté prioritairement sur Jean-Luc Mélenchon]).

P. P. Là encore, toutefois, une distinction s'opère en fonction des catégories sociales. La jeunesse mondialisée diplômée s'inscrit dans ce schéma d'une citoyenneté active, tandis que la jeunesse moins diplômée prend ses distances vis-à-vis des grands enjeux du temps, comme si les soucis de la vie personnelle l'emportaient sur les grandes causes collectives.

Quelle vision les jeunes ont-ils de l'identité de la France?

C. M. Ce qui est intéressant, c'est que leur vigilance sur la question de la laïcité n'est pas motivée par une inquiétude identitaire, puisqu'ils tendent vers l'affirmation selon laquelle l'identité de la France se réinvente sans cesse, plutôt que vers l'idée selon laquelle elle serait en train de disparaître. Ils se déclarent à l'aise dans la mondialisation, peut-être parce que, pour eux, elle n'est pas synonyme de délitement des liens avec leur environnement immédiat, mais permet au contraire la réappropriation créative de leurs héritages. De ce point de vue, la mondialisation a plutôt un effet intégrateur que désintégrateur. Les jeunes sondés livrent donc plutôt une vision optimiste de l'identité de la France en contexte d'ouverture.

P. P. Le concept de nation civique l'emporte sur celui de nation culturelle ou ethnique. En outre, alors qu'on a souvent l'impression, dans nos sociétés, qu'hier était meilleur qu'aujourd'hui, il y a dans cette jeunesse l'idée que l'avenir est ouvert et, peut-être, porteur de progrès. Les deux jeunesse à l'instant évoquées se positionnent cependant différemment sur cette question. Du côté de la jeunesse moins diplômée (25 % des interrogés), le plus souvent inscrite dans les catégories populaires, on retrouve davantage l'idée que les immigrés posent problème, et que les traditions qui fondent la France sont menacées.

Que nous dit ce sondage, en filigrane, sur l'avenir du fait religieux dans notre pays?

C. M. Cette étude nuance peut-être l'idée d'une poursuite de la sécularisation, dans le sens où elle montre que le religieux implicite se porte plutôt bien chez les jeunes – à travers leurs croyances métaphysiques et leur attachement à des collectifs ou à des formes de rituels. Si les jeunes sont peu affiliés à une religion, ils sont plus nombreux à croire en l'existence de Dieu qu'en son inexistence. C'est là quelque chose qui ne signale pas la mort, à court ou moyen terme, du religieux, mais dessine plutôt, en creux, la possibilité d'une nouvelle forme de religiosité, moins institutionnalisée et plus hybride. La France, à l'échelle du monde, fait partie des pays les moins religieux. Contrairement aux effets sécularisants que la mondialisation peut produire dans certains pays du Sud global, par diffusion des valeurs matérialistes liées à la société de consommation, on peut se demander si la mondialisation ne pourrait pas être, en France, vectrice d'une forme de regain de religiosité chez les jeunes.

P. P. Le mouvement de décatégorisation engagé depuis les années 1970 s'approfondit: le catholicisme se trouve, dans cette génération, dans une situation extrêmement critique, puisque seuls 18 % des jeunes déclarent y être affiliés – contre 90 % dans les années 1950. Cette déprise ne doit pas être pensée sur le mode d'une sécularisation linéaire, comme le montre la vigueur de l'islam et du pentecôtisme. Des réaffirmations s'opèrent tantôt sur le mode d'une sensibilité intégraliste [qui entend fusionner le politique et le religieux] plaçant la règle religieuse au fondement de l'existence individuelle, tantôt, plus fréquemment, sur le mode d'une inclination spiritualiste, donnant une place centrale aux interprétations subjectives des contenus de foi. En tout état de cause, notre sondage remet assez largement en cause l'idée selon laquelle les dieux se seraient effacés de nos horizons de sens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE LAROUSSE